

# Situation conjoncturelle à fin octobre 2021



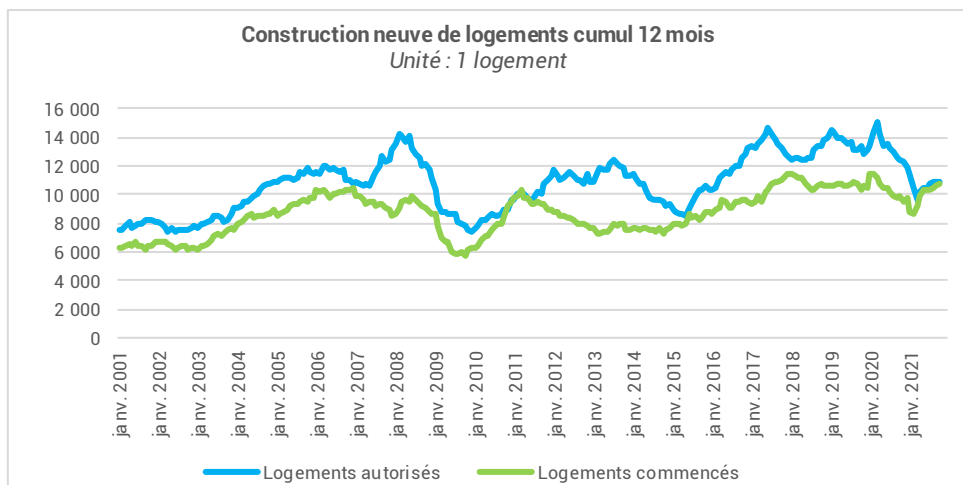
Édition du 01-12-2021

## Haute-Savoie



## Logements : quelles tendances pour les ouvertures de chantier et permis de construire ?

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin octobre 2021 Evol 1 an			Cumul 3 mois Evol. 1 an	
<b>Total logements <u>commencés</u></b>	<b>10 700 lgts</b>	<b>+8,1%</b>	<b>▲</b>	<b>+20,0%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	1 900 lgts	+10,8%	▲	-3,7%	▼
Dont individuels groupés	900 lgts	-7,2%	▼	-16,5%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	7 900 lgts	+9,5%	▲	+35,4%	▲
<b>Total logements <u>autorisés</u></b>	<b>10 900 lgts</b>	<b>-12,1%</b>	<b>▼</b>	<b>+8,0%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	2 300 lgts	+19,7%	▲	+19,4%	▲
Dont individuels groupés	1 300 lgts	+20,0%	▲	+42,9%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	7 200 lgts	-22,6%	▼	-1,5%	▼



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin octobre 2021



## Logements : quelles tendances dans le recours aux dispositifs d'aide à la rénovation énergétique ?

### MaPrimeRénov' : nouvelle aide pour massifier la rénovation énergétique

Travaux liés au nouveau dispositif MaPrimeRénov' (mis en place en janv. 2020)	Au T3 2021 - évolution 1 trimestre		
Montant des travaux réalisés	11,31 M€	+0,4%	=
Nombre de dossiers engagés acceptés	747 dossiers	-3,1%	▼

MaPrimeRénov' : aide à la rénovation énergétique du logement entrée en vigueur au 1/01/20, issue de la fusion d'Habiter Mieux Agilité et d'une partie du CITE, calculée en fonction des revenus et du gain écologique des travaux.

### Habiter mieux Sérénité : accompagner les plus modestes

Travaux liés au programme Habiter mieux Sérénité de l'ANAH	Cumul 4 trimestres à fin T3 2021 - évolution 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à Habiter mieux	11,14 M€	+43,2%	▲
Nombre de logements financés	348 logements	-35,7%	▼

Habiter mieux Sérénité : aide de l'ANAH destinée aux ménages les plus modestes pour la réalisation de bouquets de travaux de rénovation énergétique.

### Eco-PTZ : aider au financement des travaux

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	Cumul 4 trimestres à fin T2 2021 - évolution 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	9,61 M€	+31,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	473 ÉCO-PTZ	+18,8%	▲

L'éco-PTZ : prêt à taux zéro pour financer des travaux d'éco-rénovation.

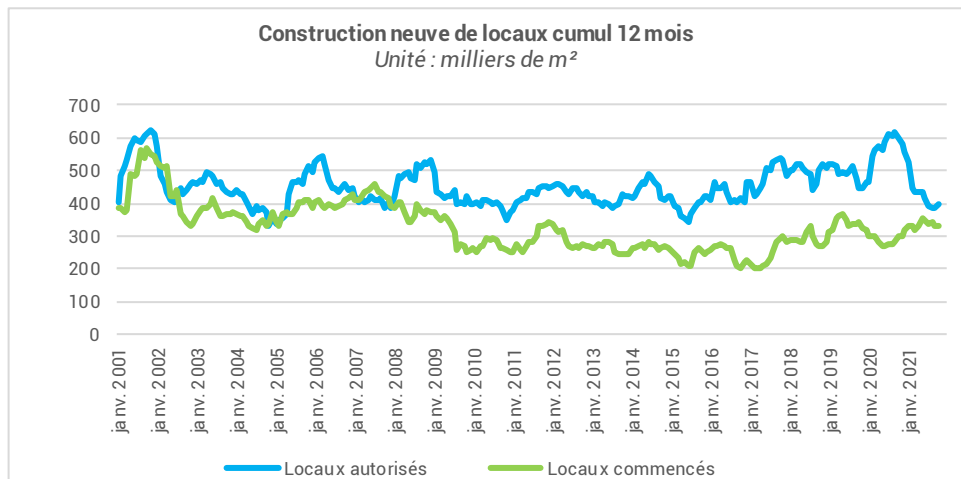
Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE.

Sources :  
ANAH-DREAL (MaPrimeRénov,  
Habiter mieux)  
SGFGAS (éco-PTZ)



## Locaux : quelles surfaces de plancher mises en chantier et autorisées ?

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Cumul 12 mois Situation à fin octobre 2021 Evol 1 an			Cumul 3 mois Evol. 1 an	
Total locaux commencés	327 mill. m <sup>2</sup>	+9,7%	▲	-8,0%	▼
Total locaux autorisés	396 mill. m <sup>2</sup>	-34,0%	▼	+3,2%	▲



**Sources :**  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin octobre 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an			Cumul 3 mois Evol. 1 an	
Total locaux commencés	327 mill. m <sup>2</sup>	+9,7%	▲	-8,0%	▼
Bâtiments agricoles	38 mill. m <sup>2</sup>	+13,7%	▲	-45,6%	▼
Secteur privé non agricole	235 mill. m <sup>2</sup>	+51,7%	▲	+50,1%	▲
Dont locaux industriels	20 mill. m <sup>2</sup>	-30,8%	▼	-71,5%	▼
Dont commerces	56 mill. m <sup>2</sup>	+61,5%	▲	n.s.	
Dont bureaux	45 mill. m <sup>2</sup>	+34,0%	▲	+54,3%	▲
Dont entrepôts	53 mill. m <sup>2</sup>	+108,4%	▲	+58,3%	▲
Dont autres locaux	60 mill. m <sup>2</sup>	+88,0%	▲	n.s.	
Secteur public	55 mill. m <sup>2</sup>	-50,4%	▼	-56,9%	▼

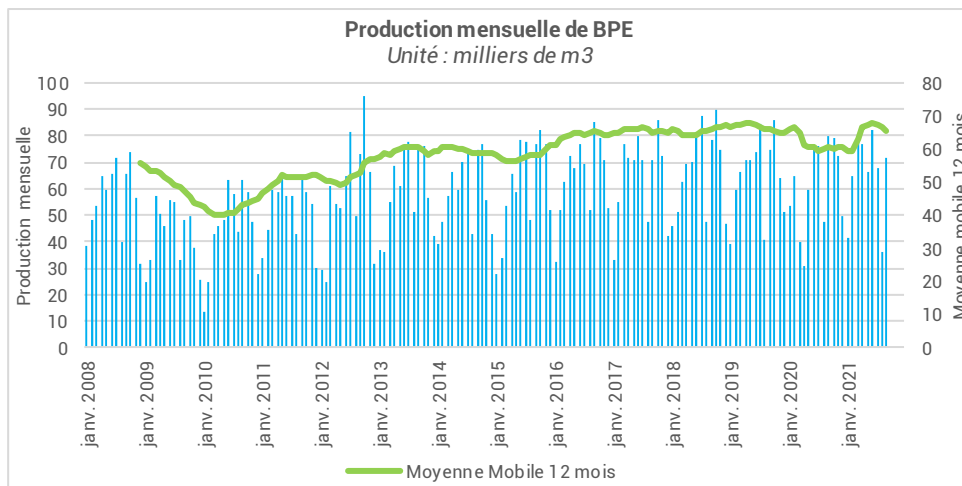
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin octobre 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an			Cumul 3 mois Evol. 1 an	
Total locaux autorisés	396 mill. m <sup>2</sup>	-34,0%	▼	+3,2%	▲
Bâtiments agricoles	72 mill. m <sup>2</sup>	+25,1%	▲	+5,4%	▲
Secteur privé non agricole	264 mill. m <sup>2</sup>	-30,7%	▼	+3,2%	▲
Dont locaux industriels	38 mill. m <sup>2</sup>	-38,7%	▼	+10,0%	▲
Dont commerces	50 mill. m <sup>2</sup>	-28,3%	▼	+107,3%	▲
Dont bureaux	65 mill. m <sup>2</sup>	-29,5%	▼	+6,4%	▲
Dont entrepôts	38 mill. m <sup>2</sup>	-47,8%	▼	-36,7%	▼
Dont autres locaux	72 mill. m <sup>2</sup>	-13,1%	▼	-28,9%	▼
Secteur public	60 mill. m <sup>2</sup>	-62,7%	▼	+1,6%	▲

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDeS en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



## Industrie des Matériaux : quel est le niveau de livraisons de BPE sur les chantiers ?

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en septembre 2021	71 780 m3	-10,6%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et sept. 2021	587 740 m3	+11,3%	▲
Production cumulée sur les 3 derniers mois			
Production de BPE entre juillet et septembre 2021	176 456 m3	-13,4%	▼

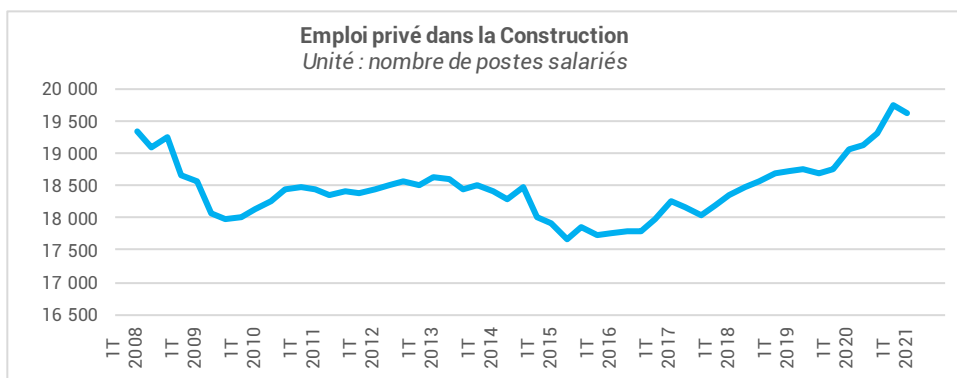


**Sources :**  
UNICEM pour le BPE  
(données brutes, non cvs, non cjo)



## Emploi : quelles évolutions pour l'emploi salarié ?

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2021 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction A la fin du trimestre	19 602 sal.	+2,9%	▲
Nombre de postes salariés En moyenne sur les 4 derniers trimestres	19 450 sal.	+3,4%	▲

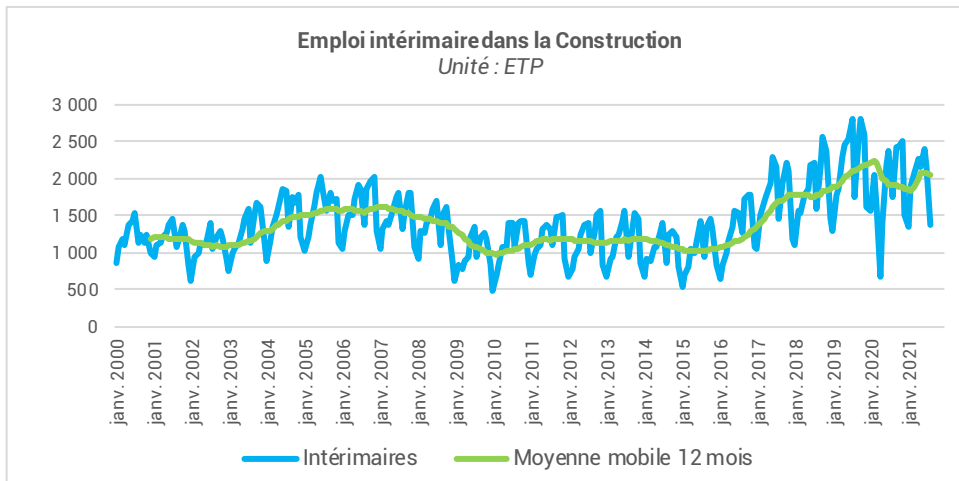


**Sources :**  
ACOSS – URSSAF (données cvs)



## Emploi : quel recours au travail temporaire ?

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Août 2021 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Août 2021	1 369 ETP	-21,4%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Août 2021	1 975 ETP	-5,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Août 2021	2 038 ETP	+6,2%	▲

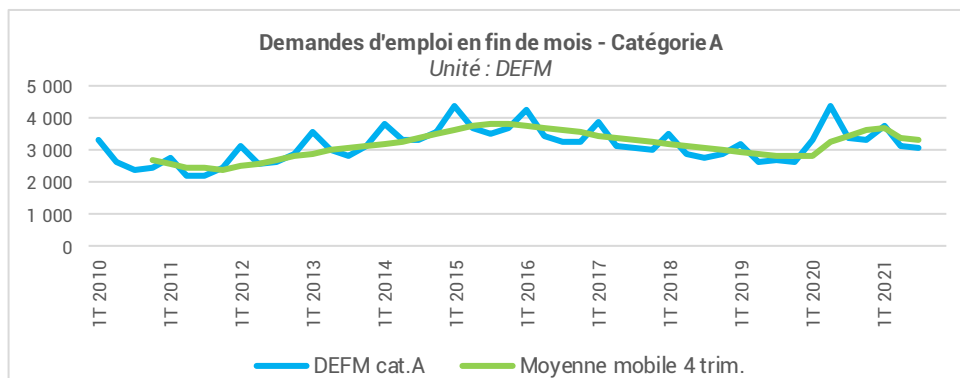


**Sources :**  
DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)



## Demandeurs d'emploi : quelles tendances sur le marché du travail ?

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	3 <sup>e</sup> trimestre 2021 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 076 DEFM	-9,6%	▼
DEFM tous secteurs économiques	39 794 DEFM	-11,2%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	8%	0,0 pt	=



**Sources :** Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



## Démographie des entreprises : quelle dynamique de créations d'entreprises et défaillances d'entreprise ?

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	3 <sup>e</sup> trimestre 2021 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	259 créations	-6,2%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	1 214 créations	+12,8%	▲

Sources :  
INSEE (données brutes)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 <sup>e</sup> trimestre 2021 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	22 défaillances	+144,4%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	76 défaillances	-12,6%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	93 salariés	n.s.	
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	180 salariés	-20,7%	▼

**Avertissement :** la tendance à la baisse des défaillances sur le 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2020 s'explique par le ralentissement du fonctionnement des juridictions commerciales pendant le confinement ainsi que l'évolution de la réglementation qui accorde des délais supplémentaires à certaines procédures. Ces évolutions réglementaires ainsi que l'ensemble des mesures de soutien aux entreprises limitent également les défaillances sur les derniers trimestres.

Sources :

Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

